

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CCI FRANCE

Mardi 28 janvier 2020

9h30 - 13h00

CCI Paris Ile de France - Site Champerret

6/8, avenue de la Porte de Champerret

75017 PARIS

- Auditorium Jacques CŒUR –

Actualisation de la norme 4.9 de comptabilité analytique commune du réseau pour tenir compte du COP et des COM

1. Rappel du contexte :

L'article L711-16 du code de commerce confère à CCI France la possibilité d'adopter des normes d'intervention du réseau et de s'assurer du respect de ces normes.

L'article R711-55-1 modifié par le décret du 9 décembre 2019 précise les modalités de mise en œuvre de ces normes ainsi que les différents domaines qui peuvent être concernés, notamment la définition d'un cadre de référence commun du réseau en matière d'organisation comptable, budgétaire et financière des CCI (« cadre OBCF ») pour :

- concilier les objectifs d'efficacité et d'économie du réseau avec ceux des pouvoirs publics ;
- concilier une nécessaire homogénéisation des pratiques avec la diversité des situations.

Dans ce cadre, l'Assemblée générale de CCI France avait adopté le 21 juin 2011 une norme, dite « norme 4.9 : Comptabilité analytique commune du réseau », applicable depuis 2013.

Cette norme prévoit que l'ensemble des actions des CCI sont organisées et présentées dans un cadre commun décliné par missions et programmes :

Mission A : Appui aux entreprises (9 programmes opérationnels : formalités, création/transmission/reprise, développement international, innovation et numérique, développement durable/transition écologique...) ;

Mission B : Formation/emploi (7 programmes : apprentissage, formation initiale hors apprentissage, formation continue, recherche/doctorat, orientation professionnelle, emploi...) ;

Mission C : Appui aux territoires/gestion d'équipements (10 programmes : aménagement du territoire, ports de commerce, de pêche, de plaisance, aéroports, parcs d'exposition, palais des congrès...) ;

Mission D : Représentation des entreprises auprès des pouvoirs publics (3 programmes) ;

Mission E : Fonctions support et institutionnelles.

Elaborée dans l'esprit de la LOLF (Loi organique relative aux lois de finances) et approuvée par le ministère de l'Economie et le ministère du Budget, la norme 4.9 a pour objectif de fournir aux élus des CCI, aux pouvoirs publics et aux tiers intéressés des informations homogènes :

- sur l'exercice des missions des établissements du réseau,
- sur l'utilisation des ressources qui y sont affectées,

Au travers d'indicateurs de gestion (CA, TFC affectée, charges de personnel...), d'indicateurs d'effectifs, d'indicateurs d'activité et de performance.

Cette norme permet à chaque chambre :

- de mesurer sa capacité d'action sur l'ensemble des domaines d'intervention consulaires,
- de mieux communiquer sur ses actions,
- de se comparer aux autres chambres et d'en tirer les enseignements pour améliorer son efficience.

Le réseau dispose par ailleurs d'un outil commun, **le Cube**, plateforme web interactive permettant d'accéder à une base de données intégrant les budgets prévisionnels, les comptes exécutés en format tutelle (comptabilité générale) et en format norme 4.9 (comptabilité analytique) ainsi que les indicateurs d'activité et de performance des CCI.

Les modalités techniques, concernant notamment la définition des missions, des programmes, des indicateurs ainsi qu'un guide méthodologique précisant notamment les clés de répartition figurent dans un référentiel commun (« **référentiel de la norme 4.9** »).

2. Actualisation de la norme 4.9 (cf. annexes ¹)

La norme 4.9 comprend d'ores et déjà 89 indicateurs d'activité et de performance, en plus des indicateurs de gestion et des indicateurs d'effectifs, dont un certain nombre avaient été imposés par l'ancien **Contrat d'objectifs et de performance** (COP), signé par le réseau avec l'Etat le 28 mai 2013.

La signature du nouveau COP le 15 avril 2019 ainsi que des COM à l'automne 2019 imposent l'actualisation de cette norme pour intégrer à la fois la définition des axes du COP ainsi que les nouveaux indicateurs d'activité et de performance (IAP) prévus par ce COP et les COM qui en découlent.

Un groupe de travail « norme 4.9 » a donc été constitué (via Gestion CCI et ouvert à tous les collaborateurs intéressés du réseau, soit une centaine de personnes, représentatives de toutes les régions) dès la signature du COP et s'est réuni tout au long du second semestre 2019 afin de :

- redéfinir les programmes afin d'intégrer les définitions des axes du COP ;
- préciser l'articulation des indicateurs du COP avec ceux de la norme 4.9 ;
- définir de manière précise chaque indicateur du COP ;
- déterminer les modalités de calcul et de collecte de chaque indicateur.

1

Annexe 1 de la norme 4.9 : « Liste des missions et programmes des CCI »

Annexe 2 : « Glossaire des missions, programmes et actions »

Annexe 3 : « Tableau de définition des indicateurs d'activité et de performance (IAP) communs du réseau »

Annexe 4I : « Tableau synthétique révisé des IAP »

Ces travaux ont mobilisé de très nombreux collaborateurs du réseau, gestionnaires et référents métiers et les préconisations ont été largement diffusées tout au long des travaux afin de recueillir les observations des uns et des autres de manière aussi interactive que possible.

Ces travaux de mise à jour ont été menés :

- en intégrant les évolutions législatives (loi PACTE, liberté de choisir son avenir professionnel...) ;
- en conformité avec le COP et les COM ;
- en articulant différentes sources d'information (indicateurs Team France Export, norme entreprendre et transmettre...) pour permettre la cohérence d'ensemble des données.

Les principales évolutions sont les suivantes :

Sur les programmes :

- Réécriture en profondeur de plusieurs programmes de la mission A relative à l'Appui aux entreprises. Les programmes d'accompagnement individuel et collectif ont notamment été transformés.
- Prise en compte de l'ONS dans le descriptif des programmes A02, A03, A04, A05, A07, B05 et B06 (thèmes, parcours d'accompagnement, types de prestations...).

Sur les indicateurs : outre la recherche de réduction du nombre d'indicateurs et l'intégration des indicateurs du COP, il a été privilégié le recours aux sources officielles (enquêtes ministérielles, GRC des CCI, normes déjà établies...) afin de faciliter le renseignement des indicateurs.

Par ailleurs les travaux menés ont été l'occasion de rappeler les modalités de renseignement attendues et la nécessité d'homogénéiser les pratiques sous la supervision des CCIR.

Ont ainsi été actualisées 4 annexes du référentiel norme 4.9 :

- L'annexe 1 : « Liste des missions et programmes des CCI »
- L'annexe 2 : « Glossaire des missions, programmes et actions »
- L'annexe 3 : « Tableau de définition des indicateurs d'activité et de performance (IAP) communs du réseau »
- L'annexe 4I : « Tableau synthétique révisé des IAP »

Le nombre d'indicateurs est en baisse puisque l'on passe de 73 indicateurs d'activité à 66 et de 16 indicateurs de performance à 13, soit en tout **de 89 IAP à 79 IAP**. Ces indicateurs d'activité et de performance permettent de mesurer l'efficacité et l'efficience des CCI. Ces indicateurs ont été recensés et définis par le réseau en s'appuyant notamment sur les indicateurs utilisés par les groupes « métiers », ceux prévus dans les schémas sectoriels et certaines normes opérationnelles, ceux qui ont été proposés par les partenaires des CCI ainsi que ceux qui ont été définis par les services de l'Etat et prévus dans le COP.

Il convient de noter que le GT norme 4.9 a plutôt supprimé des indicateurs (souvent à la demande des GT opérationnels) et que ceux qui ont été ajoutés proviennent pour l'essentiel du COP.

3. Contraintes juridiques de restitution des données norme 4.9 :

Le nouvel article R712-21 créé par le décret du 9 décembre 2019 prévoit notamment que :

« Les indicateurs d'activité et de performance annexés au contrat d'objectifs et de performance sont déclinés dans chaque convention d'objectifs et de moyens. Ils évaluent, pour chaque axe du contrat d'objectifs et de performance, le degré de réalisation des projets et des objectifs opérationnels de la chambre de commerce et d'industrie de région et de chaque chambre de commerce et d'industrie territoriale qui lui est rattachée ainsi que l'impact des activités de celles-ci sur la vie des entreprises.

La chambre de commerce et d'industrie de région transmet un compte rendu d'exécution de la convention d'objectif et de moyens au préfet de région et à CCI France au plus tard le 15 mai de chaque année. Le préfet de région transmet ce compte rendu, accompagné de son avis, au ministre chargé de la tutelle des chambres de commerce et d'industrie et à CCI France au plus tard le 15 juin de chaque année.

CCI France transmet au ministre de tutelle une synthèse annuelle, accompagnée de son avis, au plus tard le 15 juillet de chaque année. »

Par ailleurs, l'article 59 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 précise que : « CCI France établit un rapport annuel sur la situation financière du réseau des chambres de commerce et d'industrie adressé au ministre chargé de sa tutelle et au Parlement, avant le 1er septembre. Ce rapport apprécie notamment la soutenabilité des prévisions de ressources affectées au réseau pour l'année en cours et l'année suivante **au regard de ses missions et des stipulations du contrat d'objectifs et de performance** mentionné à l'article L. 712-2 du code de commerce. Il contient, le cas échéant, des recommandations relatives à un ajustement du niveau de ces ressources pour assurer ces missions. »

Il apparaît donc nécessaire que les CCI s'organisent pour pouvoir restituer au deuxième trimestre 2020 des données norme 4.9 concernant l'exécuté 2019 compatibles avec le COP et les COM.

Ainsi, il est proposé de modifier l'intitulé et la définition des programmes de la norme 4.9 et de modifier la liste et la définition des indicateurs d'activité et de performance pour tenir compte du COP et des COM, d'actualiser le référentiel de la norme en conséquence, avec une mise en œuvre pour les comptes exécutés 2019, conformément aux documents en annexe.